



Exclusif : Acrimed vous offre

## L'interrogatoire de trois syndicalistes par Jean-Pierre Elkabbach

« L'interview de 8h20 de Jean-Pierre Elkabbach » en direct sur Europe 1, 4 février 2013

Transcription intégrale par Naïma Benhebbadj

- Bruce Toussaint : « *Edition spéciale d'Europe1 matin. En direct d'Aulnay-sous-Bois. Nous sommes Chez David, ce restaurant à quelques encablures de l'usine PSA d'Aulnay qui doit fermer ses portes en 2014. Les invités de Jean-Pierre Elkabbach : Jean-Pierre Mercier (délégué CGT de PSA Aulnay), Mickaël Wamen, de la CGT de Goodyear. Nous sommes aussi en ligne avec Édouard Martin (CFDT Arcelor Mittal), bien sûr. Et puis vous serez en ligne tout à l'heure aussi avec Jean Peyrelevade (ancien président du Crédit Lyonnais). C'est à vous Jean-Pierre.* »

- Jean-Pierre Elkabbach : « *En tous cas, en direct avec nous, **trois stars du syndicalisme de combat pour des industries mises à mal par l'inadaptation à la compétition européenne et mondiale.*** »

### I. Face à Jean Pierre Mercier (CGT, PSA)

- Jean-Pierre Elkabbach : « *Et nous sommes à Aulnay, ce territoire qui souffre, qui s'angoisse et qui espère quand même. Jean-Pierre Mercier (CGT PSA). L'usine PSA Peugeot Citroën qui en était réduite à fabriquer en moyenne 700 voitures par jour, en produit moins de 100 maintenant. **Ce matin, est-ce que vous avez ordonné la poursuite de la grève aux vôtres ?*** »

- Jean-Pierre Mercier : « ***Tout d'abord, je n'ordonne rien du tout. Ce sont les salariés qui décident...*** »

- Jean-Pierre Elkabbach : « ***Bien sûr, bien sûr....*** »

- Jean-Pierre Mercier : « *... de ce qu'ils font en assemblée générale. Et ils ont décidé de voter la grève reconductible avec occupation. Et depuis hier, c'est zéro voiture qui sortent de l'usine...* »

- Jean-Pierre Elkabbach : « ***Et vous en êtes fiers ?*** »

- Jean-Pierre Mercier : « *Heu... Bien sûr! Fier de ce mouvement, fier de faire cette grève. Parce que c'est énormément de courage pour faire grève.* »

- Jean-Pierre Elkabbach : « *9/10ème des salariés avec à leur tête le syndicat majoritaire sont dans les ateliers, voudraient entrer dans les ateliers et travailler, amputer ni leurs droits, ni leur salaire...* »

- Jean-Pierre Mercier : « ***Ils peuvent... ils peuvent...*** »

- Jean-Pierre Elkabbach : « *... **Pourquoi les empêcher ? S'ils ont envie de travailler, s'ils ont besoin de travailler ?*** »

- Jean-Pierre Mercier : « *Non. Monsieur Elkabbach, il faut... Moi, je vous invite à venir. Là, on est à quelques kilomètres de l'usine. **Tous les non-grévistes qui veulent venir, ils peuvent venir.** La grève, vous savez, elle est suffisamment forte pour que les chaînes de production ne puissent pas tourner. Ça, c'est un fait !* »

- Jean-Pierre Elkabbach : « *Hier, sont venus vous soutenir Pierre Laurent, Marie-Georges Buffet...* »

- Jean-Pierre Mercier : « *C'est cet après-midi.* »

- Jean-Pierre Elkabbach : « Ah, c'est cet après-midi. Mais vous avez eu aussi Besancenot, Nathalie Artaud...C'est ça ? »
- Jean-Pierre Mercier : « Oui, il y a eu aussi des députés socialistes, des sénatrices vertes... »
- Jean-Pierre Elkabbach : « Très bien... »
- Jean-Pierre Mercier : « ... Il y a... »
- Jean-Pierre Elkabbach : « Est-ce que vous... »
- Jean-Pierre Mercier : « ... toute la gauche qui est là. »
- Jean-Pierre Elkabbach : « Est-ce que vous comptez sur eux pour apporter une solution ? »
- Jean-Pierre Mercier : « En tous cas, on compte sur eux pour apporter leur soutien aux militants actifs de la grève qui sont aujourd'hui menacés de licenciement et qui sont poursuivis par la Sûreté Territoriale... (Jean-Pierre Elkabbach renifle de manière exaspérée) Je suis obligé de dénoncé cette politique de répression... »
- Jean-Pierre Elkabbach : « Vous parlez de la Sûreté Territoriale... »
- Jean-Pierre Mercier : « ... cette politique de la Sûreté Territoriale. Je suis obligé de dénoncer cette répression de la direction de Peugeot qui après avoir fait tout une campagne d'intimidations, d'insultes et de calomnies, est passée à un cran au-dessus. Maintenant, réprime. C'est les vieilles méthodes où vous savez de Citroën qui est fidèle à son histoire, face à la répression du mouvement syndical. »
- Jean-Pierre Elkabbach : « **Mais, est-ce qu'on ne peut pas à l'intérieur de l'usine utiliser moins de boulons, de pétards et d'œufs ?** »
- Jean-Pierre Mercier : « Il n'y a eu aucun boulon à l'intérieur de l'usine qui a été utilisés ! Je le nie en bloc. Par contre, oui il y a eu de la discussion qui a été utilisée de la part des grévistes vis-à-vis des non-grévistes... »
- Jean-Pierre Elkabbach : « Alors... »
- Jean-Pierre Mercier : « ... On s'adresse à eux, on discute... »
- Jean-Pierre Elkabbach : « Jean-Pierre Mercier... »
- Jean-Pierre Mercier : « Attendez. Les seuls... heu... Les vigiles, la centaine en treillis noirs, crânes rasés avec rangers, les 200 cadres qui font pression sur tout le monde pour ne pas qu'on fasse cette grève ! Et bien ça ne marche pas. La grève, elle tient ! Elle s'est renforcée et ça j'en suis fier. »
- Jean-Pierre Elkabbach : « Oui, mais vous êtes 200 ou 300 grévistes et y a ... »
- Jean-Pierre Mercier : « 480 exactement, oui. »
- Jean-Pierre Elkabbach : « Oui et il y a 2800 salariés ! C'est-à-dire cinq fois plus qui ont envie peut-être de travailler. (Elkabbach lève immédiatement une main en signe d'opposition à la tentative de réponse de J-P Mercier) Non, mais ça c'est autre chose ! La contestation, Jean-Pierre Mercier ... (J-P Mercier rit devant la malhonnête et le culot du procédé) ... est utile. **Mais les cris, les invectives, les menaces, les coups le sont beaucoup moins !** (À l'image un plan sur le visage de J-P Mercier qui se décompose devant le commentaire d'Elkabbach) On vient d'entendre Arnaud Montebourg... »
- Jean-Pierre Mercier : « Mais, je peux vous laisser dire... **Vous voyez là, moi je vous ai répondu et puis vous avez le dernier mot ! Non !** »
- Jean-Pierre Elkabbach : « Je n'ai pas le dernier mot, parce qu'on parle... »
- Jean-Pierre Mercier : « Je dis ça ne s'est pas passé comme ça. Ça ne s'est pas passé comme ça. »
- Jean-Pierre Elkabbach : « Alors, Arnaud Montebourg vient de dire qu'il juge inéluctable la fermeture de cette usine d'Aulnay. Il dit même, on ne sait pas faire autrement. »
- Jean-Pierre Mercier : « Ça le juge ! Ça le juge, quand on se souvient des déclarations du gouvernement et de lui-même au mois de juillet dernier. Où c'était les paroles d'un avocat qui parlait. Et là aujourd'hui, il fait cause commune avec la direction de Peugeot. Oui, ce n'est pas ... »
- Jean-Pierre Elkabbach : « **Mais, c'est peut-être qu'il a compris qu'il y avait pas autre chose à faire que le plan que propose...** »
- Jean-Pierre Mercier : « ... une fermeture n'est pas fatale... »
- Jean-Pierre Elkabbach : « ... la direction de Peugeot. »
- Jean-Pierre Mercier : « Mais il a compris que son intérêt de toutes façon, c'est d'être à côté de Peugeot et pas d'être aux côtés des salariés. Vous savez, en face de ce patron de combat qu'est la famille Peugeot, il faut, et là je suis assez fier d'être avec mon camarade Mickaël et puis Edouard de la CFDT, il faut qu'on fasse... »
- Jean-Pierre Elkabbach : « C'est la première fois que vous êtes tous réunis, hein ! »
- Jean-Pierre Mercier : « Oui, c'est bien ! C'est une très bonne idée. Mais, il faudra qu'on se réunisse aussi dans la rue. On va en parler tout à l'heure. Mais vous savez, il faut qu'on fasse cause commune face au gouvernement et face à tous ces patrons... »

- Jean-Pierre Elkabbach : « *Dommage... »*
- Jean-Pierre Mercier : « *... qui licencient et qui ferment les usines!* »
- Jean-Pierre Elkabbach : « *Dommage, qu'Arnaud Montebourg ne soit pas là, face à vous à Aulnay. On l'aurait entendu... »*
- Jean-Pierre Mercier : « *Il n'a jamais accepté un débat face à moi. Jamais. »*
- Jean-Pierre Elkabbach : « *Ni à vous, ni à peut-être d'autres syndicalistes. C'est dommage ! Mais... heu... »*
- Bruce Toussaint : « *Je voudrais juste préciser... Jean-Pierre, excusez-moi, mais comme on a (à l'occasion de cette spéciale) invité de nombreux membres du gouvernement. Pas forcément pour débattre, mais pour témoigner, pour s'exprimer. Et aucun d'eux n'a répondu favorablement à notre invitation. Voilà pour la précision. »*
  
- Jean-Pierre Elkabbach : « *C'était bien Bruce de le préciser. Bruce a fait entendre tout à l'heure le directeur industriel de PSA, Denis Martin. À Paris, les syndicats majoritaires sont en train aujourd'hui de rédiger un accord final avec la direction. Pourquoi vous n'êtes pas là plutôt pour essayer de trouver **des solutions**, puisqu'on nous dit que la plupart ? »*
- Jean-Pierre Mercier : « **Les solutions, alors...** »
- Jean-Pierre Elkabbach : « *... des salariés auraient pu trouver des emplois de reclassement. Et pas loin d'ici ! »*
- Jean-Pierre Mercier : « *Je vais vous répondre...* »
- Jean-Pierre Elkabbach : « *De l'autre côté **à Poissy, qui est pas la Sibérie !** »*
- Jean-Pierre Mercier : « **La solution**, la vraie solution ça serait de répartir les productions entre toutes les usines du groupe. Pour que toutes les usines du groupe puissent continuer à fonctionner, qu'on continue à produire. Y compris Aulnay. Maintenant, à partir du moment où on n'a pas la force de sauver cette usine, ce que les salariés demandent c'est de ne pas finir au chômage. C'est-à-dire d'avoir un CDI. Et le projet d'accord qui est en train de se mettre sur la table, là c'est un accord de la honte ! On a réussi à obtenir quelques avancées, quelques reculs de la part de la direction, mais c'est un accord de la honte qu'est en train de se préparer et... »
- Jean-Pierre Elkabbach : « *Bien... c'est...* »
- Jean-Pierre Mercier : « *... c'est les salariés qui jugeront, parce que c'est la peau des salariés qui est en jeu. C'est pas les syndicats centraux là-haut qui vont décider à la place des salariés d'Aulnay. »*
  
- Jean-Pierre Elkabbach : « *Quand on lit les tracts distribués par vos amis et qu'on se souvient que vous, Jean-Pierre Mercier, CGT Lutte Ouvrière, **vous avez été le porte-parole de Nathalie Artaud dans la campagne électorale, on peut penser que vous menez une bataille politique. Dans quel but ?** »*
- Jean-Pierre Mercier : « *Je ne mène pas une bataille politique. Vous savez, on est 3000 menacés de licenciement. On est 3000 à refuser...* »
- Jean-Pierre Elkabbach : « **Il y en a 2400 qui acceptent !** »
- Jean-Pierre Mercier : « *... à refuser cette fermeture. Et si moi, parce que j'appartiens à Lutte Ouvrière, je ne devrais pas faire grève parce que j'appartiens à Lutte Ouvrière, excusez-moi, ça pose problème. **Et je vous pose la question, est-ce que vous trouvez ça normal que la famille Dassault qui est présidente du groupe Dassault puisse être député UMP ? Ça, on ne leur reproche pas ! Par contre, quand c'est un ouvrier qui a un engagement politique, ça on lui reproche.** Et ben ça... »*
- Jean-Pierre Elkabbach : « *On appelle...* »
- Jean-Pierre Mercier : « *Ça excusez-moi, mais c'est ridicule. »*

## II. Face à Édouard Martin (CFDT ArcelorMittal)

- Jean-Pierre Elkabbach : « *On appelle Édouard Martin qui va prendre son train. Vous êtes toujours avec nous ? »*
- Édouard Martin : « *Oui, je suis dans le train. »*
- Jean-Pierre Elkabbach : « *Bonjour. Arcelor Mittal négocie avec les syndicats...* »
- Jean-Pierre Mercier : « *Bonjour Édouard. »*
- Édouard Martin : « *Bonjour camarade !* »
  
- Jean-Pierre Elkabbach : « *Arcelor Mittal négocie avec les syndicats. Est-ce qu'il y a une chance d'aboutir à des accords qui soient acceptables par toutes les parties ? Édouard Martin ? »*
- Édouard Martin : « *Pour l'instant, on n'est pas dans ce cas de figure. Moi, je rejoins ce qui a été dit tout à l'heure. Il ne s'agit pas de négocier des départs, même s'il n'y a pas de plan social derrière. La vraie question de fond que nous posons et à laquelle nous n'avons toujours pas eu de réponse, c'est de savoir si on veut encore*

une industrie en France ? Et si on encore veut une industrie, il faut un véritable plan Marshall pour sauvegarder le tissu industriel. Parce que regardez face à la crise, les pays qui s'en sortent le mieux actuellement, ce sont les pays qui ont su garder leur industrie. Or la France, elle laisse faire. »

- Jean-Pierre Elkabbach : « **Au prix, Édouard Martin, de sacrifices durs aux États-Unis ou en Allemagne pour des plans de restructuration.** »

- Édouard Martin : « Non, mais... »

- Jean-Pierre Elkabbach : « Vous avez manifesté, vous avez marché, défilé, vous avez discuté avec l'exécutif ! Je regardais hier soir sur Public Sénat un documentaire qui était consacré à la CFDT et à vous. Vous et vos amis, vous avez explosé de joie lors de la victoire de François Hollande ! Est-ce qu'aujourd'hui (vous y aviez cru alors) vous croyez toujours que la solution passe par l'État et l'exécutif ? »

- Édouard Martin : « Bah écoutez **la solution passe par l'État et l'exécutif**, parce c'est le seul aujourd'hui instrument politique qui peut enlever un outil à un prédateur comme Mittal. Si le gouvernement nous dit là qu'il ne peut rien faire, c'est à désespérer ! Comment se fait-il que pendant la campagne électorale, tous ces gens-là viennent se bousculer auprès des grévistes pour dire : "Voilà, nous nous avons la solution et on vous promet que lorsqu'on arrive au pouvoir, nous allons exercer notre pouvoir" et après se couchent devant des gens comme Mittal... Mais c'est à désespérer ! »

- Jean-Pierre Elkabbach : « Mais à quels politiques ce matin (s'il y a des politiques) vous faites confiance ? Pour trouver des solutions ? »

- Édouard Martin : « Écoutez, la seule politique à laquelle nous faisons confiance c'est à la détermination de nos combats ! Maintenant, je ne sais pas où ça va nous mener, mais si vous prenez l'exemple de General Motors aux États-Unis, c'est pas du tout la même chose que chez nous. General Motors, c'était une faillite complète, il y a avait pas de repreneur. Nous avons un repreneur, quelqu'un qui est prêt à investir 500 millions d'euros. **Et M. Ayraut a eu peur du mot nationalisation. Ça fait peur à beaucoup de monde. Ça devient un gros mot dans la bouche de beaucoup, alors que...** »

- Jean-Pierre Elkabbach : « **Mais, parce beaucoup de gens disent : "On va appeler tous les contribuables pour sauver..." Alors qu'il y a des possibilités de reconversion...** »

- Édouard Martin : « Mais non. Monsieur Elkabbach, de quelle reconversion parlez-vous ? Vous savez, nous avons 40 ans de restructuration en Lorraine. Alors, il n'y a pas une industrie qui puisse s'implanter. On veut nous faire faire quoi ? **Aller travailler dans des McDo, dans des Flunch ? C'est ça la reconversion ?** »

- Jean-Pierre Elkabbach : « Louis Gallois, le gouvernement et l'opposition... »

- Édouard Martin : « **Vous ne me laissez pas terminer mes réponses Monsieur Elkabbach.** »

- Jean-Pierre Elkabbach : « Allez-y, finissez. »

- Édouard Martin : « Je disais simplement, à un moment donné, quand vous avez quelqu'un qui est prêt à investir et que Monsieur Ayraut a peur... Parce que le mot nationalisation effectivement et contrairement à ce que vous dites ça ne coûtait rien au contribuable. Monsieur Montebourg l'a dit lors de sa réponse au Parlement. Il prenait des actifs dormant du gouvernement pour faire simplement une transition et redonner l'outil à un industriel qui lui avait l'intention d'investir et de garder les emplois et d'augmenter. Si ça le gouvernement n'est pas capable de le soutenir, je vous dis c'est à désespérer ! »

- Jean-Pierre Elkabbach : « Mais alors, le gouvernement vous a répondu avec son Premier Ministre et même le Président de la République. Quelle est la solution pour en sortir, pour à la fois... reconvertir l'industrie française... et qu'il n'y ait pas des sacrifices pour les salariés et en même temps pour des pans entiers de l'industrie ? **Quelles solutions ? Quelles solutions ?** »

- Édouard Martin : « Des pans entiers ! **Je vous dis : le plan Marshall.** C'est-à-dire qu'à un moment donné, de la même manière qu'on a dégagé des milliards pour ensuite sauver les banques, il faudrait peut-être aussi avoir des fonds en public privé pour essayer de dire voilà il y a une industrie dont nous avons absolument besoin et il faut la soutenir, l'aider. Regardez l'exemple allemand. Angela Merkel que je sache, elle est pas à gauche, elle est pas socialiste. Elle se dit ultra-libérale. Et pourtant vous regardez l'industrie, plus de la moitié de l'industrie allemande est à capitaux publics. En tous cas, il y a des capitaux publics dans... »

- Jean-Pierre Elkabbach : « **Comment on en sort ? Comment...** »

- Édouard Martin : « ... dans les capitaux des usines. »

- Jean-Pierre Elkabbach : « Édouard Martin, **comment on en sort ?** »

- Édouard Martin : « Comment on en sort d'où ? »

- Jean-Pierre Elkabbach : « Ah bah de la situation dans laquelle on est ? »

- Édouard Martin : « *Je vous ai dit, il va falloir qu'à un moment, les élus, le gouvernement fassent des choix stratégiques et de savoir si... Est-ce que vous ne pensez pas qu'avec quasiment 4 millions de chômeurs, il est temps de mettre une halte à cette saignée dont nous subissons les conséquences au quotidien ? Alors qu'en même temps un groupe comme Arcelor Mittal... »*
- Jean-Pierre Elkabbach : « *Mais, il y a une transi... »*
- Édouard Martin : « *... Arcelor Mittal va virer... »*
- Jean-Pierre Elkabbach : « *Oui... »*
- Édouard Martin : « *... va virer 1 milliards et demi de dollars aux actionnaires. Est-ce que vous trouvez ça normal ? »*
- Jean-Pierre Elkabbach : « *Heu... Y a en même temps une mondialisation, une transformation du monde, des habitudes, des comportements. Et je vais interroger maintenant Mickaël Wamen...»*
- Édouard Martin : « *Attendez. Attendez, Monsieur Elkabbach. La mondialisation, on n'y met tout ce qu'on veut. Si le seul débat qui vaille en France c'est que c'est moins cher ailleurs, alors effectivement tous est moins chers ailleurs. On ferme la boutique France et on part tous ailleurs. Et y compris vous les journalistes, vous partez ailleurs. »*
- Jean-Pierre Elkabbach : « *Ah non ! Ça ce n'est pas le cas ! Mais enfin le problème n'est pas là. »*

### III. Face à Mickaël Wamen (CGT, Goodyear)

- Jean-Pierre Elkabbach : « *Mickaël Wamen, Arnaud Montebourg vous a conseillé, y a pas longtemps de mettre de l'eau dans votre vin. À quelles conditions, vous accepteriez de revenir, vous, à la table des négociations ? »*
- Mickaël Wamen : « *Tout d'abord, vous nous avez présenté avec Jean-Pierre et notre collègue de la CFDT comme des stars. Je pense qu'on n'est pas des stars. On est simplement des syndicalistes qui essayons de faire au mieux au quotidien pour défendre l'intérêt des salariés qui nous ont élus. »*
- Jean-Pierre Elkabbach : « *Oui ? Mais on vous entend, on vous envoie à la télé. Parce que lorsque je vous ai vu, j'ai tout de suite... »*
- Mickaël Wamen : « *Je pense qu'aujourd'hui sur le plateau la star c'est plutôt vous. »*
- Jean-Pierre Elkabbach : « *Non, non, non. Ce n'est pas comme ça non plus que je me vois. Je me vois comme un journaliste. Vous voyez, c'est syndicaliste et journaliste. Vous ne m'avez pas répondu. À quel moment vous acceptez de discuter. Parce qu'en février 2012 (c'est-à-dire il y a un an) et à deux reprises, vous avez rejeté le plan qui était proposé par le repreneur éventuel Titan. Ça vous le savez, vous l'entendez, etc... Il s'est découragé. Comment vous pensez qu'il peut revenir ? S'il peut revenir. »*
- Mickaël Wamen : « *Tout d'abord, il y a beaucoup d'inexactitudes dans vos propos. Alors, c'est peut-être pas de votre faute, c'est simplement reprendre en boucle tout ce qui a été dit pendant un certain nombre de semaines, qui sont qu'un tissu de mensonges. Et qui en fin de compte ne vise qu'à in-criminaliser l'action du syndicalisme. Et notamment de la CGT chez Goodyear, comme chez Peugeot. »*
- Jean-Pierre Elkabbach : « *Vous... »*
- Mickaël Wamen : « *La réalité par apport à la réalité... »*
- Jean-Pierre Elkabbach : « *Vous ne croyez pas que vous exagérez dans la formule ? »*
- Mickaël Wamen : « *... la réalité par apport à Titan, c'est qu'aujourd'hui Titan n'a pas jeté l'éponge par apport à ce qui nous a été dit et ce qui vous a été dit. »*
- Jean-Pierre Elkabbach : « *Donc, vous voulez qu'il revienne. »*
- Mickaël Wamen : « *Non, mais attendez ! D'abord je vais parler du plan de départs volontaires si vous voulez bien pendant deux secondes et ensuite du projet Titan. C'est la CGT Goodyear qui a proposé un plan de départs volontaires pour aider la direction à sortir de la situation dans laquelle elle est. Puisque ça fait cinq ans que Goodyear veut nous licencier. Ils n'y arrivent pas. On a cru bon pendant un moment donné d'avoir un plan de départs volontaires. On a négocié pendant plusieurs mois et quand on est arrivé en CCE le 27 septembre, date de reprise officielle des réunions, la direction nous a présenté un plan social. Ce qui n'était pas du tout la même chose. La direction en a profité pour se lever et se tirer et dire : "je négocie plus" ».*
- Jean-Pierre Elkabbach (pointe son doigt devant Mickaël Wamen) : « *Ça a l'air d'être facile de discuter avec vous ! Quand on vous entend et qu'on vous voit parler comme ça ! »*
- Mickaël Wamen : « *Mais pour discuter, il faut être deux Monsieur. »*
- Jean-Pierre Elkabbach : « *Justement, je suis là. »*

- Mickaël Wamen : « *Alors, allez-y. Je vous écoute.* »

- Jean-Pierre Elkabbach : « *De saison en saison, vous le dites, vous avez gagné du temps pendant 5/6 ans.* »

- « Mickaël Wamen : « *Six ans au mois de mars.* »

- Jean-Pierre Elkabbach : « *Ah ben vous voyez. **Vous cherchez à gagner du temps ! Est-ce que ce n'est pas perdre à terme des emplois ?*** »

- Mickaël Wamen : « ***Moi, je pense que pendant six ans ne pas perdre notre boulot, c'est pas perdre notre temps ! C'est se battre avec intelligence, parce que la direction comme chez Peugeot nous provoque, veut qu'on casse l'outil de travail... On a un syndicalisme responsable. Y compris d'ailleurs les acteurs au niveau de la préfecture d'Amiens. Quelqu'un disait : "Vous êtes un syndicaliste responsable Mr Wamen. Dans le sens où à chacun de vos discours, vous prônez le fait qu'on doit rester socialement intelligent". On ne doit pas détruire l'outil de travail, on doit pas occuper notre usine. C'est ce qu'on fait aujourd'hui ! Aujourd'hui, on fait des pneus. Henry Dumortier le directeur général de Goodyear s'est fait prendre à son propre piège. Quand il dit qu'on perd 30 euros par pneu produit et ben nous on va produire des pneus comme ça Goodyear va perdre de l'argent.*** »

- Jean-Pierre Elkabbach : « *Il faut être deux. Hein, il faut être vous avez dit. Pourtant les experts disent que l'usine sortait, hein ça c'est une réalité, 20 000 pneus par jour. Aujourd'hui 3000. Ce sont des réalités.* »

- Mickaël Wamen : « *Et c'est qui le responsable, c'est Wamen, c'est la CGT ?* »

- Jean-Pierre Elkabbach : « ***Non ! C'est la concurrence mondiale...** C'est qu'y a des pneus qui sont fabriqués ailleurs. C'est qu'il y a des prix qui sont différents !* »

- Mickaël Wamen : « *Non, Monsieur, il y a pas de concurrence. Goodyear en 2004 vendait 22 millions de pneus en Europe. Aujourd'hui en 2012, il en vend 22 millions. La différence, c'est qu'il a transféré les pneumatiques de notre usine vers des usines sœurs concurrentes. On est dans une concurrence interne. Le vrai problème de fond, c'est qu'il n'y a pas d'harmonisation d'un smic européen qui régulerait tout un tas de problèmes. Il y a pas de statut social européen. Et aujourd'hui on ne délocalise pas seulement pour le coût du travail, on délocalise pour le statut social du salarié. Et moi, j'en appelle aujourd'hui à l'ensemble des syndicats de chez Peugeot, de Renault, d'Arcelor Mittal, de partout... Pour que le 12 février, au siège de Goodyear lors de la deuxième réunion, on soit des milliers et des milliers de salariés à dire qu'il y en a ras le bol des licenciements donc que là il y ait une loi pour interdire les licenciement financiers.* »

- Jean-Pierre Elkabbach : « *Et le 13 février, une fois que la manifestation aura eu lieu ? **Qu'est-ce que ça aura changé ?*** »

- Mickaël Wamen : « *Déjà, on va d'abord arriver avec les salariés de chez Goodyear...* »

- Jean-Pierre Elkabbach : « ***Qu'est-ce que ça va changer ?*** »

- Mickaël Wamen : « *... de chez Goodyear, pour dire qu'au bout de 6 ans, on est toujours...* »

- Jean-Pierre Elkabbach : « ***Est-ce que c'est la solution arrivera ?*** »

- Mickaël Wamen : « *... à garder notre emploi.* »

- Jean-Pierre Elkabbach : « *On comprend hein...* »

- Mickaël Wamen : « *Notre combat, il est sur l'emploi et uniquement l'emploi !* »

- Jean-Pierre Elkabbach : « ***Je vous entends souvent dire que vous promettez de vous battre jusqu'au bout ?*** »

- Mickaël Wamen : « *Oui !* »

- Jean-Pierre Elkabbach : « *D'autres l'ont dit avant vous.* »

- Mickaël Wamen : « *Oui !* »

- Jean-Pierre Elkabbach : « ***Qu'est-ce que c'est jusqu'au bout ?*** »

- Mickaël Wamen : « *Jusqu'à ce qu'on obtienne gain de cause sur nos emplois.* »

- Jean-Pierre Elkabbach : « ***Jusqu'au bout de quoi ?*** »

- Mickaël Wamen : « *Moi, je suis pas parti dans un combat pour aller chercher le plus gros chèque possible. Notre pays est en train d'être désindustrialisé complètement. On a soit disant un ministère du redressement productif qui nous a fait des promesses sur notre parking. Il parlait de démondialisation, Montebourg ! Et aujourd'hui, il me demande de mettre de l'eau dans mon pinard ! Faudrait peut-être qu'il arrête d'en boire du pinard !* »

- Jean-Pierre Elkabbach (rit) : « *Ouais, **mais peut-être il a compris lui aussi, les réalités...*** »

- Mickaël Wamen : « *Non, mais en attendant ils n'ont même pas le courage de venir autour de la table pour dire qu'elle est la politique qu'ils vont mener pour l'industrie de notre pays ! Parce que c'est ni Wamen de chez Goodyear, ni Mercier de chez Peugeot qui va décider de la politique industrielle à mener dans notre pays dans les prochaines années.* »

- Jean-Pierre Elkabbach : « **Quand vous entendez parler du mot compétitif, du mot compétitivité, vous pensez que c'est un gros mot ?** »

- Mickaël Wamen : « Non, on est compétitif aujourd'hui en France. Parce que lorsque l'on rapporte le coût du travail à la productivité, on est l'un des pays les plus productifs au monde. »

- Jean-Pierre Elkabbach : « Donc il faut s'attendre, Jean-Pierre Mercier CGT PSA à des actions communes ? Vous allez manifester avec lui. »

- Jean-Pierre Mercier : « On va discuter avec les salariés. Et cet après-midi, Mickaël est invité au grand rassemblement de soutien. Il va venir et c'est très bien. Il faut qu'on fasse commune, parce qu'on est frères. C'est le camp des travailleurs face au camp des patrons ! Voilà ! Même si ça ne vous fait pas plaisir Monsieur Elkabbach, c'est la vie, c'est comme ça. »

- Jean-Pierre Elkabbach : « Non, non. **Moi je suis ni du camp des patrons, ni des salariés.** Je suis... vous voyez... »

- Mickaël Wamen : « **Vous êtes neutre.** »

- Jean-Pierre Elkabbach : « **Oui.** »

- Mickaël Wamen : « Il y a une association des salariés autour d'anciens salariés des 3 Suisses. On a créée une structure. Le 29 février, on était devant le ministère du travail pour rappeler au candidat Hollande qu'est devenu notre cher Président qu'il avait fait des promesses chez Goodyear et ailleurs dans lesquelles il disait : "Je m'engage si je deviens Président de la République à faire voter une loi qui interdirait où qui donnerait des moyens supplémentaires aux élus pour interdire les licenciements financiers avant qu'ils n'aient lieu". »

- Jean-Pierre Elkabbach : « **Qui va apporter la solution ?** »

- Mickaël Wamen : « C'est au gouvernement actuel de légiférer pour donner des droits nouveaux aux représentants du personnel pour interdire les licenciements... »

- Jean-Pierre Elkabbach : « Heu... Attendez... »

- Mickaël Wamen : « Parce que Goodyear aujourd'hui fait 400 millions de bénéfices et que Peugeot n'a pas non plus de légitimité à licencier. »

- Jean-Pierre Elkabbach : « **Vous parliez des patrons. Ce n'est pas le patron qui paient les salaires, c'est le client, c'est l'acheteur. Donc aujourd'hui, il faut séduire et convaincre l'acheteur.** »

- Jean-Pierre Mercier : « **Écoutez, c'est les travailleurs qui font les profits.** Il n'y a pas du coût du travail en France. Le travail, il rapporte. Il rapporte de l'argent, il rapporte des dividendes que ce soit chez Goodyear, que ce soit chez Arcelor Mittal, que ce soit chez Peugeot, que ce soit partout en France. Et la solution ce sera quand le monde du travail relèvera la tête pour faire un vrai mouvement d'ensemble pour faire reculer les patrons. »

- Mickaël Wamen : « Si je peux reprendre la parole cinq secondes... »

- Bruce Toussaint : « On a fini là... Très vite. »

- Mickaël Wamen : « La seule chose dont on est responsables (nous à la CGT chez Goodyear) c'est que si cette usine existe encore avec plus de 1000 salariés, c'est grâce à notre combat. Voilà la seule chose dont on est responsable. »

- Jean-Pierre Elkabbach : « **Mais en face de chez vous sur Amiens Sud, il y a une entreprise qui marche...** »

- Mickaël Wamen : « **Sauf que cette entreprise, elle est en train de crever Monsieur !** Parce que la réalité, il faut la regarder en face. »

- Jean-Pierre Elkabbach : « En tous cas c'était intéressant de vous écouter, comme ça en direct face à vous. »